



BILAN DES ACTIVITÉS DE LA POLICE MUNICIPALE POUR L'ANNÉE 2016 EN MATIÈRE DE TRANQUILLITÉ, SALUBRITÉ ET L'HYGIÈNE PUBLIQUES. Page 12

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°299 du lundi 13 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez l'actualité de vos départements ministériels à la page 8

Education nationale :
l'UNAPESS-BF entend
redorer le blason du
système éducatif
burkinabè Page 10



Axe Djibo-Ouahigouya :
Un militaire a suscité la peur
dans un car de transport
en commun Page 5

Conférence de presse au siège
du CFOP : Une année perdue
pour le BURKINA FASO Page 2



Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Conférence de presse au siège du CFOP : Une année perdue pour le BURKINA FASO

Région du Centre

C'est ce mardi 7 février 2017 que le Chef de File de l'Opposition Politique (CFOP) a choisi pour inviter la presse à son siège afin de partager le contenu de son mémorandum sur un an du régime du Président Roch Marc Christian KABORE. L'honneur est revenue au premier responsable du CFOP, Monsieur DIABRE Zéphirin d'accueillir ses hôtes et de les situer dans le contexte de cette rencontre de partage.



Les membres du CFOP, les responsables des partis politiques de l'Opposition Politique.

Avant tout propos, le premier responsable du CFOP a félicité les ETALONS pour leur brillante prestation à la CAN 2017 et a foi que la coupe « dormira » au Burkina Faso un jour. En rappel le 12 Avril 2016, l'opposition politique avait publié "l'AN 1 du régime du Président Roch Marc Christian KABORE". Des voix

s'étaient levées en son temps pour dire qu'il était prématuré de juger la gestion du pouvoir. C'est pourquoi l'Opposition Politique a laissé une année complète s'écouler pour apporter un jugement plus objectif sur la gestion du pouvoir d'Etat par le Mpouvement du Peuple pour le Progrès (MPP).

Aujourd'hui l'Opposition Politique avec un regard critique estime que

l'AN 1 du Président Roch Marc Christian KABORE est une année perdue par le Burkina Faso. Pour elle, en une année de gestion du pouvoir le MPP a fait beaucoup de nominations complaisantes, il y'a eu par ailleurs une confusion des rôles, une perte de l'autorité de l'Etat. La gouvernance politique est caractérisée par beaucoup de maux. Le Burkina Faso est

La suite à la page 3.



POLITIQUE

La suite de la page 2.

semblable à un volcan qui fait fuir les investisseurs. Nous avons aujourd'hui une démocratie marquée par la violence. Le pouvoir d'achat des burkinabés est en baisse. On assiste toujours à un pillage des ressources minières. Les hommes d'affaires fuient pour aller investir ailleurs. En sommes il y a trop de discours et peu d'actions.

Après le balayage du contexte socio politique du Burkina Faso par le président du CFOP, la tribune a été cédée à Monsieur Alphonse Marie OUEDRAOGO et à Monsieur SERRE Adama pour passer en revue le Mémoire sur un an du régime du Président Roch Marc Christian KABORE.

Le mémoire présenté par le CFOP comprend 07 grands points subdivisés en plusieurs sous points. L'économie des trois premiers grands points a été présentée par Monsieur SERRE Adama, membre de l'Opposition Politique et Président du Rassemblement des Ecologistes du Burkina (R.E.D.BF).

En premier point l'Opposition Politique a fait une analyse du Leadership du Président du Faso. Selon le CFOP, le Leadership du Président du Faso est marqué par une vision invisible. La gestion de son pouvoir donne plus de place à la réaction qu'à l'action. Par ailleurs le Président du Faso a une réelle difficulté à incarner la fonction de Président. Il y a aussi un manque évident d'anticipation. Le régime est caractérisé par un tricéphalisme à l'affrontement. Une autorité qui peine à s'exercer. Des choix contestables de collaborateurs et enfin un effacement sur la scène internationale.

En deuxième grand point, il ressort



Monsieur Zéphirin DIABRE Président du CFOP, président de l'UPC.

que la gouvernance politique est actuellement chaotique. En effet, dans le fonctionnement des institutions, une confusion et une perte de l'autorité de l'Etat est constatée. L'animation de la vie politique par le MPP est marquée par un divorce avec l'esprit de l'insurrection et une absence de leadership dans le débat politique. Par ailleurs nous assistons à une coordination bancal de l'action gouvernementale avec une Premier Ministre par défaut, qui ne connaît pas son pays, qui est frappé d'une faiblesse d'autorité personnelle, qui est sans expérience en matière de politiques publiques et qui ne connaît pas l'administration. Les ministres ont été choisis selon des critères obscurs. Enfin les actions

législatives sont empreintes de populisme. Aussi assistons-nous à une gestion calamiteuse des rapports sociaux.

En troisième grand point, l'Opposition Burkinabé constate que des domaines régaliens sont en jachère. Ce sont entre autres la réconciliation nationale, la justice avec un pas en avant et deux pas en arrière sur les crimes politiques et économiques et une justice militaire inféodée au président. La sécurité : une incapacité notoire à terroriser les terroristes, une communication catastrophique en matière de sécurité, et une sécurité intérieure à l'abandon. La diplomatie est caractérisée par l'amateurisme ou le désespoir.

La suite à la page 4.



POLITIQUE

La suite de la page 3.



Monsieur Alphonse Marie Ouédraogo président de l'URD MS.

Le rayonnement international du Burkina Faso est en hibernation. La nouvelle constitution : aucune modalité n'est à ce jour précisée quant à son adoption.

En quatrième grand point, la gouvernance économique est marquée par une faible progression de crédits à l'économie en 2016 (1,2%). La dette intérieure atteignait encore 58,9 milliards au 30 Juin 2016. La production d'or a baissé de 08,6% en 2016. La croissance économique est de 05,4% en 2016 contre 04% en 2015. Les nouvelles autorités ont adopté précipitamment en Juillet 2016 le PNDES 2016-2020, un véritable

étalage de consommation inefficace et inefficace des ressources publiques.

A la suite de Monsieur SERRE Adama la parole a été donnée à Monsieur Alphonse Marie Ouédraogo de l'Union pour la Renaissance Démocratique Mouvement Sankariste (URD/MS) de présenter la suite et la conclusion du mémorandum.

Ainsi donc en Cinquième grand point, Il s'est agi de la gouvernance administrative. L'Etat et l'efficacité de l'administration. En effet, on a une administration qui manque de gouvernail. D'autre part, il y a le clientélisme et la politisation

de l'administration. Les cadres expérimentés et compétents de l'Opposition, ceux qui n'ont aucune couleur politique ou ceux dont on doute de l'appartenance à un camp ou à l'autre sont mis à l'écart ou confinés à des rôles subalternes. Et enfin la forte propension d'une administration d'affairistes.

En sixième grand point, il s'agit des ratés de la gouvernance locale. D'une part il y a la difficile mise en place des exécutifs communaux et régionaux. Et d'autres parts, l'Opposition politique se pose la question de savoir si les exécutifs locaux de la majorité sont là pour servir ou se servir !

En septième grand point, il s'agit enfin des échecs sectoriels patents. Nous assistons à une paupérisation galopante, un système de santé pris en otage, un système éducatif dans un chaos persistant, l'emploi des jeunes toujours à la traîne. En somme sur la question de l'emploi des jeunes, c'est comme s'ils ont peur de faire appel concrètement au secteur privé. Les Mines et l'Energie sont caractérisées par une gestion brouillonne du premier responsable en charge de ce département.

En conclusion, après un an de pouvoir du nouveau ancien régime, la déception est généralisée et l'espoir pour un vrai changement au Burkina Faso s'éloigne.

Relwendé Hervé Rouamba pour SCI



Axe Djibo-Ouahigouya : Un militaire a suscité la peur dans un car de transport en commun

Région du Nord

Le samedi 4 février, le car de la compagnie STNF qui relie Djibo -Ouahigouya a eu à son bord un passager hors pair qui a fait l'objet d'interpellation.



Un militaire en tenue, fusil kalachnikov au point, était en partance sur Ouahigouya.

Un des passagers du car qui a remarqué que l'arme du bidasse est chargée a engagé une conversation avec lui pour s'assurer que lui et les autres ne seront pas des prochaines victimes d'un guet-apens, étant donné que la compagnie n'est pas habituellement escortée par des agents de sécurité. Les questions n'ont pas été du goût de l'homme en arme. La tension était palpable entre les deux interlocuteurs.

Celui qui a entamé la conversation est un homme de médias dans le Soum. Après les échanges houleux, il a envoyé un message d'alerte à Djibo. La sécurité de Djibo à

leur tour a donné l'alerte aux postes de contrôle de Titao et de Ouahigouya.

Lorsque le car est arrivé à l'entrée de la ville de Titao, le militaire armé a été interpellé par ses frères d'armes pour avoir plus d'informations le concernant. Ils se sont entretenus durant une trentaine de minutes avant que le voyageur armé ne regagne sa place dans le véhicule pour continuer sa route dans un climat de sérénité.

L'attitude du journaliste embarqué dans ce car a tout son sens vu le contexte sécuritaire difficile qui prévaut dans cette partie du Burkina Faso. Cet incident s'est produit après quelques heures seulement

de l'assassinat du conseiller municipal de Solbolé et de son fils réfugiés à Yorsala. Et selon les proches des victimes, les auteurs de cet acte de barbarie portaient des tenues militaires. Il est donc recommandé aux populations de la prudence et devant tout comportement suspect le reflet est d'alerter les forces de l'ordre et de défense.

Le militaire a été réceptif aux avis de ses frères d'armes, puisqu'à son retour dans le véhicule il a tenu à présenter ses excuses à son interlocuteur trop curieux.

Omar Clément Ouédraogo pour SCI



ANNONCE



Appel à candidatures pour le recrutement d'étudiants de la 2^{ème} promotion de Master en Science politique.

Le Président de l'Université Ouaga II porte à la connaissance du public, l'ouverture de tests pour le recrutement des étudiants de la 2^{ème} promotion du Master en Science politique à l'UFR/SJP de l'Université Ouaga II, pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Sous la responsabilité du Pr Augustin LOADA, Le Master en Science politique est une formation de quatre (04) semestres. Elle se compose d'enseignements à distance et d'enseignements en présentiel. Les enseignements à distance ont lieu dans le cadre des deux premiers semestres (Master I) et sont assurés par des enseignants de Sciences Po Bordeaux pour la préparation du Certificat d'études politiques africaines en ligne (CEAL). Le reste des enseignements est assuré par des universitaires de l'espace CAMES.

Le Master en science politique permet d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques solides destinées à faciliter l'intégration des milieux professionnels et ceux de la recherche scientifique à partir des éléments suivants :

- l'analyse des réalités et des pratiques de l'action publique, la compréhension des mouvements sociaux, des organisations (syndicat, partis politiques, association, etc.), des élections et du comportement électoral, de l'opinion publique... ;
- le fonctionnement des pouvoirs publics, les niveaux d'organisation et de décisions publiques (Etat, collectivités territoriales,...) ;
- l'analyse des dynamiques politiques nationales et internationales ;
- la recherche, la collecte, la synthèse et l'analyse d'informations sur les questions sociales et politiques ;
- l'analyse, la conception, le suivi et l'évaluation des projets/programmes de développement ;
- Etc.

Accès à la formation

Le Master en science politique est ouvert aux candidats (étudiants, travailleurs) ayant le niveau de la licence ou équivalent en droit, science politique ou dans les autres sciences humaines (sociologie, économie, histoire, géographie, communication, philosophie, etc.).

Mode de recrutement

- Présélection sur dossier (moyenne 11/20) pour les trois années (DEUG I et II, Licence ou L1, L2 et L3) ;
- Sélection finale par test comprenant une dissertation portant sur un sujet de culture générale suivi d'un entretien oral.

Le nombre de places disponibles est de vingt (20).

Conditions de candidature

Les dossiers de candidatures sont reçus au secrétariat de l'UFR/SJP (auprès de Mme Tougma) de l'Université Ouaga II.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 24 février

2017 délai de rigueur.

Le dossier de candidature comprend :

- Une demande de candidature timbrée à 200 FCFA adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée du diplôme de Licence ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes du DEUG I et II et de la licence ou de la L1, 2 et 3 ;
- Un curriculum vitae certifié sincère ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de la Carte nationale d'identité ou du passeport ou du certificat de nationalité.
- Le reçu des frais de dossiers (15 000 FCFA) délivré par l'agent comptable de l'Université Ouaga II.

Procédure de sélection par le jury

- 24 février 2017 : Date limite de réception des candidatures
- 3 mars 2017 : Résultats de la présélection ;
- 6 au 18 Mars 2017 : Tests de sélection définitive ;
- 24 mars 2017 : Résultats des tests de sélection ;
- 27 mars au 14 avril 2017 : Formalités d'inscription

Début des cours 17 avril 2017

Coût de la formation

*Frais d'inscription

- 15 000 FCFA pour les ressortissants de l'UEMOA, étudiants ;
- 50.000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA, travailleurs ;
- 250.000 F CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

*Frais de formation

- 450.000 FCFA pour le Master I recherche dont 150 000 représentant le coût du CEAL ;
- 300 000 FCFA pour le Master II recherche ;

NB ! Les 150 000 FCFA représentant le coût du CEAL sont à verser au plus tard en fin mai 2017

Pour de plus amples informations, prendre contact avec Dr Kassem Salam SOURWEMA, Courriel : ksourwema@univ-ouaga2.bf

Le Président,

Pr Stanislas OUARO

Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



- Du 15 février au 15 mars
- Du 15 Juillet au 15 août
- Du 15 septembre au 15 octobre

Obtenir un niveau supérieur avec une attestation

Préparation aux : TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20
A Bobo, contact: 72 07 09 09
Email : contact@ebs-edu.fr
Site web : www.sciences-campus.org

40 000
F CFA

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Etat de l'avion présidentiel : « Le jour où le Pic du Nahouri sera dangereux pour la vie du Président, on le laissera au sol et on fera autre chose », déclare Roch Marc Christian KABORE

Région du Centre

De retour de Bamako où il a pris part au Sommet du G5 Sahel, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a mis fin à la polémique en répondant à une question relative à l'état « défaillant » de l'avion présidentiel, le Pic du Nahouri.



Avion présidentiel.

« Si j'avais peur je ne serai pas dans cet avion. C'est une polémique qui se mène, mais je voudrais dire qu'à aucun moment, le Président du Faso n'a engagé aucun débat sur le changement de l'avion présidentiel. Je dois dire que le jour où le Pic du Nahouri sera dangereux pour la vie du Président, on le laissera au sol et on fera autre chose. Au regard du contexte du Burkina Faso, vous pouvez compter sur moi pour ne pas engager des frais de prestige pour le Président du Faso. Donc la polémique peut s'arrêter ».

Annnonce
CAMES



Assemblée Générale de la CRUFAOCI

Le Président de la Conférence des Recteurs des universités Francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRUFAOCI), le Pr Matar Mour SECK a le plaisir d'informer les membres de la Conférence que la prochaine Assemblée générale se tiendra du 17 au 19 avril 2017, à l'Université de Thiès, au Sénégal.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Réconciliation nationale : Le HCRUN fait le point de ses travaux au Premier Ministre

Région du Centre

Une délégation du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité nationale (HCRUN) a été reçue en audience par son excellence le Premier ministre Paul Kaba THIEBA dans la soirée du jeudi 09 février 2017. Conduite par le président de la structure Benoît Kambou, la délégation est venue faire part de ses travaux au Premier Ministre et lui notifier les difficultés auxquelles elle est confrontée en vue de solutions.

La réconciliation est en marche depuis quelques temps et le Haut Conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN) en est le maître d'œuvre. La structure, qui a en charge la gestion de plusieurs dossiers a été reçue en audience par le Premier ministre Paul Kaba Thiéba dans la soirée du jeudi 09 février 2017 en vue de lui faire le point de ses travaux. « Nous avons demandé à rencontrer son excellence M. le Premier Ministre pour lui faire part des travaux auxquels nous sommes parvenus et de nos préoccupations. Pour ce qui est de nos travaux, nous avons rappelé brièvement tout ce que nous avons eu à faire jusqu'ici. Et puis nous avons soulevé un certain nombre de préoccupations



Photo de famille.



Benoît G. KAMBOU, Président du HCRUN.

au nombre desquelles la nécessité de nous associer désormais à toutes les initiatives gouvernementales, notamment en ce qui concerne les commémorations, les actions en faveur des victimes », a indiqué Benoît Kambou, le président du HCRUN car selon lui, le son organisme n'a connaissance de certaines actions du gouvernement en faveur des victimes que par voie de presse.

La délégation a également demandé au chef du gouvernement d'intercéder pour l'exécution d'un certain nombre d'actions urgentes et immédiates en faveur des victimes, à savoir

l'évacuation de certains blessés de l'insurrection populaire d'octobre 2014 et du putsch manqué de septembre 2015 en vue de soins, et la prise en charge psychologique d'autres. Le HCRUN a par ailleurs annoncé l'organisation prochaine d'un séminaire avec les membres du gouvernement aux fins de sensibiliser ceux-ci à la problématique de la réconciliation, ce avec l'appui du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD).

DCI/PM



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Education nationale : l'UNAPESS-BF entend redorer le blason du système éducatif burkinabè

Région du Centre

Le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, a reçu en audience, une délégation de l'Union nationale des associations des parents d'élèves du secondaire et du supérieur du Burkina Faso (UNAPESS-BF) le 09 février 2017. Cette délégation conduite par Monsieur Hector Ardent Ouédraogo est venue présenter au chef du gouvernement le rôle et les missions de l'UNAPESS-BF dans le système éducatif national.



Photo de famille.

Les instances de l'Union nationale des associations des parents d'élèves du secondaire et du supérieur du Burkina Faso (UNAPESS-BF) ont été renouvelées fin juillet 2016. « Nous avons trouvé qu'il était opportun que nous rencontrions son excellence le Premier ministre pour lui parler du rôle et des missions assignés à l'UNAPESS-BF », a expliqué le président de l'union, Hector Ardent Ouédraogo à sa sortie d'audience. L'éducation, l'instruction

et la formation constituent les rôles et missions fondamentaux de l'union, selon lui. De ce fait, l'UNAPESS-BF compte avec les autres acteurs de l'éducation assainir l'environnement scolaire et universitaire de façon à redorer le blason du système éducatif burkinabè.

Par ailleurs, M. Ouédraogo a signifié qu'il a été aussi question au cours de leurs échanges, de voir

dans quelle mesure ils pourront apporter une solution à la crise scolaire à Niangoloko. « Cette crise a trop duré », a-t-il déclaré. Dans ce cas de figure, il estime que le dialogue et la communication sont les seules armes les plus efficaces pour trouver des solutions. Pour ce faire, a-t-il avancé, des

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

déplacements seront effectués « très rapidement » à Niangoloko pour rencontrer les différents acteurs. Des élèves à leur association, en passant par les parents d'élèves, sans oublier les autorités administratives et coutumières.

Conscient que « la force ne pourra absolument rien résoudre », le président de l'UNAPESS-BF a, de ce fait, loué la vision et la démarche des autorités qui visent à privilégier le dialogue.



Cette délégation conduite par Monsieur Hector Ardent Ouédraogo est venue présenter au chef du gouvernement le rôle et les missions de l'UNAPESS-BF dans le système éducatif national.

DCI/PM

Alerte Info!!!!!!

SAISIE DE CARBURANT PAR LA POLICE MUNICIPALE

La Police Municipale de Ouagadougou en collaboration avec la Direction de la Concurrence et de la Répression des Fraudes et la Ligue des Consommateurs, a procédé à une saisie de carburant à Kossodo.

En effet, un individu qui pratique la vente illicite de carburant a entreposé à son domicile une importante quantité de carburant (essence).

La Police Municipale rappelle la population que l'entreposage des produits hydrocarbures constitue un réel danger.

Par conséquent, elle invite toute personne qui aurait connaissance de ces genres de pratiques à les dénoncer sans état d'âme en appelant au 80 00 11 03. Les accidents ne se sont pas une fatalité, ils sont dus dans la plupart des cas grâce à nos comportements à risque.

La Police Municipale réitère ses remerciements au citoyen qui a porté à sa connaissance cette mauvaise pratique, son acte citoyen va sûrement contribuer à une meilleure sécurisation de notre cité.

Le Service Communication et des Relations Publiques de la Police Municipale de Ouagadougou.

... la Police Municipale! Toujours plus proche de vous...



DU CÔTÉ DES FORCES DE L'ORDRE

BILAN DES ACTIVITÉS DE LA POLICE MUNICIPALE POUR L'ANNÉE 2016 EN MATIÈRE DE TRANQUILLITÉ, SALUBRITÉ ET L'HYGIÈNE PUBLIQUES.



La cellule mobile cycliste de la Police Municipale dans le cadre de ses missions a intervenu pour des plaintes en matière de salubrité publique, tranquillité publique, d'occupation anarchique de la voie publique, d'élevage en milieu urbain et de la divagation des animaux. La totalité des plaintes gérées s'élève à 506 réparties comme suit :

- Salubrité et hygiène publiques : 265 plaintes ;
- Tranquillité publique (nuisances sonores) 173 plaintes ; Les nuisances sonores provenant des lieux de cultes : 22 plaintes ;
- Les cas d'élevages en milieu urbain : 38 plaintes ;
- Les cas de morsures de chiens : 08 plaintes.

La cellule cycliste de la Police Municipale a mené au cours de l'année 2016 une campagne de sensibilisation sur l'hygiène et la salubrité publique, la tranquillité publique à travers la ville de Ouagadougou. Ainsi, 1593 concessions, 1900 débits de boissons et 168 restaurants ont pu être touchés au cours de la période de sensibilisation.

Pour le contrôle de la salubrité, l'hygiène et les documents administratifs dans les débits de boissons, les restaurants et les auberges, la cellule a convoqué et verbalisé :

- Débits de boissons : 2115
- Restaurants : 172
- Auberges : 57

En vertu des dispositions de la loi n°79-09/AN du 07 juin 1979 régissant les débits de boisson au Burkina Faso, de l'arrêté municipale n°97-031/MATS/PKAD/CO du 27 décembre 1997 prescrivant la lutte contre les bruits et de l'arrêté municipale n°97-027/MATS/PKAD/CO du 05 novembre 1997 prescrivant l'hygiène, la salubrité dans la ville de Ouagadougou. Dix (10) établissements (débits de boissons) ont été fermés pour des nuisances sonores répétitives, insalubrité occasionnant des odeurs nauséabondes, occupation illégale du domaine public et construction hors bornes en exécution des arrêtés de fermeture pris par l'autorité communale.

Le Service Communication et Relations Publiques de la Police Municipale de Ouagadougou.



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: UN COORDINATEUR SANTE MENTALE ET PRATIQUE DE SOINS (H/F) – RCA

Description

24 Sous la supervision du Directeur Pays, vous avez pour responsabilité de garantir la qualité, la pertinence et la mise à échelle de la stratégie et des interventions Santé Mentale et Pratique de Soins (SMPS) sur la mission, dans le respect des standards ACF et internationaux et des politiques nationales.

Plus précisément, vous êtes en charge de :

- ✓ Contribuer à la définition de la stratégie pays, et à la définition de la stratégie et des positionnements du département technique SMPS
- ✓ Coordonner l'identification des besoins et la formulation des propositions de projets.
- ✓ Garantir la qualité et la redevabilité des projets
- ✓ Assurer la participation active d'ACF dans la coordination sectorielle nationale, les plates-formes techniques et développer des partenariats sectoriels
- ✓ Management d'équipe, support technique aux responsables de programmes SMPS
- ✓ Promouvoir la capitalisation, le

développement, la technique et la recherche au sein du département SMPS

Ville : Bangui

Expériences / Formation du candidat

Diplômé(e) de psychologie clinique de niveau master, vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 ans sur un poste similaire, et notamment dans des contextes d'urgence. Vous possédez des compétences en développement infantile et trauma. Vous avez une expérience préalable dans formation et renforcement de capacités (équipes, partenaires...).

Vous êtes reconnu(e) pour vos capacités de gestion de projet et d'encadrement. Psychologue clinicien, vous avez des connaissances en psychologie transculturelle, psychologie humanitaire, et psychologie du développement de l'enfant.

Langues parlées

La maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit est indispensable

Qualité du candidat

Fin analyste, vous possédez des capacités rédactionnelles, une bonne gestion du stress.

Sens de la confidentialité, bonne communication, bonnes relations interpersonnelles, maturité, demandés.

Maîtrise des outils informatiques et maîtrise du français à l'oral et à l'écrit obligatoires.

La connaissance approfondie du cadre d'intervention SMPS d'ACF serait un plus.

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités : Santé

Pays : Afrique, Centrafrique

Contrat : CDD

Durée du contrat

5 mois avec extension possible, à pourvoir dès que possible

Salaire / Indemnité

Rémunération de 1800 à 2300€ bruts mensuels selon expérience

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement individuel ou collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/1763/Un-Psychologue-Coordinateur-en-Sant-Mentale-et-Pratique-de-Soins-HF/>

Date de fin de validité 21/02/2017



Avis de recrutement

Poste: Malawi - Chef de Mission

Description

COOPI - Cooperazione Internazionale, est une organisation humanitaire, non confessionnelle et indépendante fondée en 1965 à Milan. Au cours des 50 dernières années et à travers ses 22 bureaux locaux dans le Sud du monde, COOPI s'engage à briser le cycle de la pauvreté et de soutenir les populations touchées par les guerres, la crise socio-économique et environnementale ou de catastrophes, afin de dynamiser la résilience et le développement durable. In Malawi, COOPI est un partenaire stratégique de développement et, depuis 1999, date

de création dans le pays, il réalise un large éventail d'opérations en Kasungu, Likoma, Mangochi et Salima dans l'aide humanitaire, le développement à long terme, l'amélioration des moyens de subsistance, la résilience contre les changements climatiques, la prévention des catastrophes et gestion des risques, la mobilisation communautaire, la sécurité alimentaire, développement de l'agriculture, de l'irrigation, du développement durable et de l'agriculture durable.

COOPI est actuellement à la recherche d'un chef de mission de coordonner les activités et représenter l'Organisation

dans le pays.

Le but principal du travail

Le chef de mission est responsable de la coordination du pays dans ses différents aspects: le personnel, la logistique, le budget et le respect des procédures. Il / elle représente COOPI dans ses relations avec les donateurs, les institutions, les ONG, les agences gouvernementales et internationales locales. Il / elle coopère avec le AM et de CDC dans la définition de la stratégie par pays et les priorités d'intervention. Il / elle assure la mise en œuvre correcte des projets et assure la présence du règlement Pays et le respect. Il / elle garantit le respect de

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

l'organisation et les procédures des donateurs.

RESPONSABILITÉS

- ✓ Relations institutionnelles : Il / elle gère les relations avec les principaux bailleurs de fonds institutionnels et avec les potentiels. Il / elle représente COOPI dans le pays / région en engageant des relations avec les institutions, les ONG, les organisations locales et internationales et des partenaires. Il / elle est également responsable de la réputation de l'organisation dans le pays.
- ✓ Stratégie et planification : Il / elle vérifie et propose aux AM / DCC les priorités d'intervention pour consolider la possibilité de l'organisation d'être plus impliqué dans le pays. Il / elle contribue à la définition de la stratégie par pays et propose l'aménagement du territoire (projets et coordination).
- ✓ De la gestion des projets : Il / elle coordonne et surveille directement les projets, garantissant la bonne mise en œuvre en conformité avec les obligations contractuelles et les donateurs de procédures, et en conformité avec les procédures de COOPI et des normes de gestion. Il / elle coordonne l'élaboration, la rédaction et la préparation pour la présentation de nouveaux projets, se référant à l'AM / DCC et les bureaux de soutien du siège de documents. Il / elle est responsable de la préparation des rapports de projets et tous les documents de suivi demandés par le siège central. Il / elle assure la transmission de tous les documents de projets officiels et administratifs au siège central. Considérant que l'un des principaux secteurs est RRC, l'expérience antérieure et éprouvée dans ce secteur sera considéré comme une valeur ajoutée.
- ✓ La gestion des bureaux de pays : Il / elle est responsable de tous les différents aspects liés à la gestion du bureau de pays: situation économique et financière, les réglementations locales, les organigrammes de bureau, de la logistique, la gestion du personnel locaux et

expatriés, en conformité avec les directives de l'organisation. Il / elle garantit le respect de la législation du pays et de la réglementation administrative.

- ✓ Gestion du personnel : Il / elle est responsable de la gestion du personnel local. Il / elle participe et soutient le AM / DCC et le bureau des ressources humaines dans la sélection du personnel expatrié. Il / elle coordonne et contrôle la gestion du personnel expatrié du pays.
- ✓ Sécurité: Il/elle est responsable de la sécurité du personnel expatrié, pour la mise en œuvre correcte et le respect des règles de sécurité générales.
- ✓ La gestion économique et financière : Il / elle est responsable de résultat économique du pays. Il / elle supervise la gestion financière et assure - grâce à la fonction administrative - que tous les délais d'information financière et les donateurs / les procédures de COOPI sont respectés. Il / elle participe à la préparation du budget des projets / coordination. Il / elle a la signature pour les comptes bancaires tout de COOPI dans le pays.
- ✓ Visibilité : Il / elle coopère avec la communication et le bureau de fonds pour toutes les activités de communication, de sensibilisation et la collecte de fonds mis en œuvre et pour le pays.

PROFIL

- ✓ Licence en changement climatique, la prévention des catastrophes et gestion des risques, de l'agriculture ou du développement durable et de l'agriculture durable ou un domaine connexe ou un travail équivalent.
- ✓ Minimum 5 ans d'expérience dans le domaine humanitaire et dans une position similaire, avec un bilan de succès et les résultats obtenus;
- ✓ Une expérience antérieure avec une ONG humanitaire internationale est un avantage;

- ✓ expérience Souhaitable de travail UE / ECHO, USAID / OFDA et projets de l'ONU;
- ✓ Expérience de travail dans un environnement d'insécurité responsable de la planification de la sécurité, la surveillance et la gestion.
- ✓ compétences analytiques et pratiques solides de résolution de problèmes;
- ✓ capacités de surveillance solides et la capacité démontrée du travail d'équipe et de la coordination avec les acteurs concernés;
- ✓ Très bonnes compétences interpersonnelles et de communication de l'écriture;
- ✓ Capacité à organiser le travail de manière efficace et d'offrir des missions en temps opportun souvent sous des contraintes de temps;
- ✓ Maîtrise de l'anglais écrit et parlé;
- ✓ Connaissances en informatique, avec une grande compétence dans l'utilisation d'applications logicielles de bureau standard (par exemple, Microsoft Word, Excel et PowerPoint);
- ✓ Permis de conduire valide.

Durée du contrat: 12 mois renouvelable

Place: Lilongwe

Superviseur: Area Manager au siège

Lieu d'affectation: Lilongwe avec Voyage fréquents au sein du Malawi

Ville : Lilongwe

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Agriculture, Environnement

Pays : Afrique, Malawi

Contrat : CDD

Postuler en ligne : <http://www.coopi.org/lavoro/head-of-mission-4/>

Date de fin de validité : 27/02/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Niger – Coordinateur programme éducation

Description

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, engagée dans la lutte contre les injustices sociales et la pauvreté dans le Sud du monde et dans la construction d'un futur dans lequel soient garantis pour tous de bonnes conditions de vie, le respect des droits et la parité des opportunités. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 600 projets de développement et interventions d'urgence dans 50 pays, employant plus de 30 mille opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à plus de 50 millions de personnes. En Afrique, en Amérique Latine, en Asie et dans l'Europe de l'Est, COOPI favorise l'accès à l'eau et le droit à la santé et à l'instruction des communautés les plus pauvres. COOPI assure aussi une assistance immédiate et à long terme aux populations touchées par les guerres ou les catastrophes naturelles. Le siège central de COOPI est à Milan (Italie), mais pour la réalisation des projets, COOPI s'appuie sur un réseau de sièges périphériques (régionaux et nationaux) dans les pays où ses activités sont plus importantes. www.cooopi.org

COOPI au Niger

La mission de COOPI au Niger s'inscrit dans la mission de COOPI au niveau mondial: coopérer pour la lutte contre la pauvreté à travers l'engagement, la motivation, la détermination et le professionnalisme des collaborateurs sur le terrain. La stratégie est ainsi basée sur: la collaboration étroite avec les Autorités et les partenaires de la société civile locale; la coordination et la concertation avec tous les acteurs impliqués dans le développement du Niger (Institutions internationales et ONG).

La première intervention de COOPI au NIGER date de 2012, avec la mise en place du projet financé par ECHO «Projet de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère au Niger» dans le Région de Tillabéry et dans la ville de Niamey. Actuellement, COOPI travaille dans le district de Tillabéry à travers une intervention dans le domaine de la nutrition, à Dougondoutchi à travers un projet dans le domaine de la sécurité alimentaire et Diffa dans la protection,

le soutien psychosocial, l'éducation en situation d'urgence, et la construction d'abris d'urgence. Responsabilités

Objectif et résultats demandés

Garantir la qualité des programmes d'éducation en urgence de COOPI dans la région de Diffa en assurant la coordination, la programmation, le suivi, l'évaluation des activités, ainsi que la révision des rapports et l'appui technique dans la préparation des nouvelles propositions de projets en lien avec le Chef de Mission.

Résultats:

1. Gestion stratégique :

Gérer la documentation officielle (hard copy et électronique) des projets éducation.

Fournir les orientations stratégiques et le soutien technique aux responsables de mise en œuvre des programmes éducation conformément aux priorités de COOPI

Suivre les membres de l'équipe d'éducation dans la programmation pour s'assurer que les activités de COOPI sont en ligne avec les standards internationaux (ex INEE).

S'assurer que les gestionnaires de programme maîtrisent les processus opérationnels pertinents, y compris les procédures administratives et financières.

Appuyer des évaluations sectorielles y compris à travers le développement des outils et la méthodologie.

Identifier les domaines dans lesquels la formation et le soutien technique sont nécessaires et demander l'aide du personnel technique

2. Suivi et évaluation :

Suivi

Suivi des activités des projets visant à assurer la qualité des interventions et le respect du chronogramme, en liaison avec le Coordinateur Administratif et la Chef de mission

Révision validation et transmission des rapports techniques aux bailleurs, dans le respect des procédures et échéances ;

Evaluation

Organisation et mise en œuvre des missions d'évaluation prévues par les projets : élaboration TdR consultants, organisation visites terrain, préparation rapports d'évaluation internes et pour les bailleurs.

3. Renforcement de capacité

Assurer la supervision et l'encadrement continus des chargés de mise en œuvre .

Promouvoir le perfectionnement continu des compétences du personnel (techniques et non techniques) et identifier les opportunités pertinentes de développer le personnel.

Organiser régulièrement des réunions d'équipe et assurez-vous que les points d'action sont atteints.

Promouvoir une collaboration efficace entre les membres de l'équipe de programmation et l'équipe des opérations; Identifier et corriger rapidement les problèmes

4. Liaison et networking

Assurer la co-facilitation du Cluster Education.

Participer aux forums de coordination intersectoriels pertinents.

Participation aux réunions de présentation stratégies/appels à proposition bailleurs

Moyens et outils

Ils seront mis à disposition par la Coordination de COOPI à Niamey.

Organisation et coordination

L'interlocuteur direct est la Chef de Mission Profil du Candidat (Formation, Exp., Compétences, Attitudes)

ESSENTIEL

Formation universitaire : bac + 5 en Science Sociales, Education

Excellente connaissance du Cycle de projet

Maîtrise de procédures principales bailleurs (ECHO, Commission Européenne, USAID, UNDP, UNICEF etc.)

Expérience en coordination de programmes d'éducation requise

Connaissance et expérience

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

méthodologies de suivi et évaluation indispensable

Excellente connaissance paquet MS Office

Capacité de travailler dans un environnement multiculturel avec des personnalités très diverses

Forte capacité organisationnelle et habilité à prendre des décisions de façon indépendante;

Capacité de travailler dans un contexte instable et de gérer le stress

LE COOPERANT COOPI

COOPI intervient dans des situations de développement et de crises souvent défavorisées et difficiles à gérer.

Le coopérant COOPI doit prendre la bonne décision au bon moment.

Il sait lire et interpréter le contexte dans lequel il agit et qui se transforme souvent très rapidement. Il est capable de respecter les valeurs de l'ONG, d'établir relations positives avec ses supérieurs, ses collègues et collaborateurs.

Le coopérant COOPI travaille habituellement dans des contextes multiethniques, ce qui exige de la souplesse et le respect de l'autre, expatrié et personnel local.

En considération du milieu souvent défavorisé et du poids des responsabilités, il faut posséder une réelle motivation, énergie et une grande flexibilité, disponibilité pour aller parfois

au-delà de ses propres tâches selon les besoins de la mission, en utilisant l'expérience, l'enthousiasme et l'esprit d'équipe.

Ville : Niamey

Fonctions : Autre

Activités : Autre

Pays : Afrique, Niger

Contrat : CDD

Postuler en ligne : <http://www.coopi.org/lavoro/coordinateur-programme-education/>

Date de fin de validité : 13/02/2017



Avis de recrutement

Poste:Niger – Chef de Projet Protection

Description

ONG COOPI

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, engagée dans la lutte contre les injustices sociales et la pauvreté dans le Sud du monde, et dans la construction d'un futur dans lequel soient garantis pour tous des bonnes conditions de vie, le respect des droits et la parité des opportunités. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 600 projets de développement et interventions d'urgence dans 50 pays, employant plus de 30.000 opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à plus de 50 millions de personnes. En Afrique, Amérique Latine et Moyen Orient COOPI favorise l'accès à l'eau, ainsi que le droit à la santé et à l'éducation des communautés les plus pauvres. COOPI assure aussi une assistance immédiate et à long terme aux populations touchées par les guerres ou les catastrophes naturelles.

COOPI au Niger

La mission de COOPI au Niger s'inscrit dans la mission de COOPI au niveau mondial : coopérer pour la lutte contre la pauvreté à travers l'engagement, la motivation, la détermination et le professionnalisme des collaborateurs sur le terrain. La stratégie est ainsi basée sur la collaboration étroite avec les Autorités

et les partenaires de la société civile locale; la coordination et la concertation avec tous les acteurs impliqués dans le développement du Niger (Institutions internationales et ONG).

COOPI est présente actuellement dans les régions de Dosso, Tillabéry, Diffa et dispose d'une base opérationnelle à Tillabery, Dogondoutchi, Diffa et N'Guigmi.

Depuis 2013, COOPI intervient dans la région de Diffa pour apporter une réponse aux populations affectées par les violences et le déplacement à travers des programmes de prise en charge psychosociale et santé mentale, d'éducation en situation d'urgence, d'assistance en abris pour les réfugiés et les déplacés internes.

RESPONSABILITÉS

Objectifs et résultats demandés:

Garantir la mise en œuvre effective du projet «Programme de réponse aux besoins humanitaires des populations affectées par le conflit armée dans la Région de Diffa au Niger» portant sur la protection et l'éducation en situation d'urgence mise en œuvre par COOPI dans la région de Diffa en assurant la coordination, la programmation, le suivi, l'évaluation des activités, ainsi que l'écriture, la révision des rapports et l'appui technique dans la préparation des nouvelles propositions de projets

en lien avec la Coordination de COOPI à Niamey.

Résultats :

Gestion stratégique

- ✓ Gérer la documentation officielle (hard copy et électronique) en lien avec le projet.
- ✓ Favoriser les synergies avec les autres programmes et participer aux échanges avec les autres acteurs clés dans la zone d'intervention du projet.
- ✓ Assurer la gestion des ressources humaines, en supervisant le processus de recrutement et d'installation du nouveau staff, en apportant un support technique à l'équipe et un renforcement de capacités.
- ✓ Circulation des informations avec la Coordination Pays COOPI Niger, vers la coordination sur le projet et vice-versa
- ✓ Assurer la coordination avec les services gouvernementaux décentralisés de Diffa (DREN, DRPE)
- ✓ En coordination avec le coordinateur programme de la base de Diffa, participer aux réunions de coordination sur le terrain en fonction des priorités

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

établies par la Coordination COOPI

- ✓ Contribuer à l'identification de potentielles idées et partenariats, en collaboration avec la coordination de COOPI à Niamey.
- ✓ Analyser les informations sur les bailleurs et réaliser la recherche et la transmission d'appels à proposition nationaux et internationaux.
- ✓ Diriger les consultants et autres partenaires intervenant dans la mise en œuvre du projet afin de garantir la bonne compréhension du projet, le respect des lignes directrices des bailleurs, etc.

Suivi et évaluation :

a) Suivi

Suivi des activités du projet pour assurer la qualité des interventions et le respect du chronogramme, en liaison avec le Coordinateur Administratif et la Chef de mission

Validation et transmission des rapports techniques aux bailleurs, dans le respect des procédures et échéances ;.

b) Evaluation

Organisation et mise en œuvre des missions d'évaluation prévues par les projets : élaboration TdR consultants, organisation des visites sur le terrain, préparation rapports d'évaluation internes et pour les bailleurs.

Gestion de la comptabilité/finance :

Supervision de la gestion et la comptabilité du projet en collaboration avec le responsable administratif de la base.

Suivi budgétaire du programme et planification des dépenses en collaboration avec le coordinateur le responsable administratif de la base.

Gérer la trésorerie du projet en collaboration avec le comptable (suivi du journal de caisse et du cahier des avances).

Respect des délais dans l'envoi de la comptabilité et des documents administratifs au siège/bailleur.

Envoi mensuel des documents

administratifs, logistiques et financiers aux responsables de la Coordination et communication du prévisionnel mensuel des besoins en trésorerie.

Logistique :

- ✓ Assurer la supervision régulière des opérations d'achat et approvisionnement en conformité avec le plan de passation de marché dans le respect de procédure du bailleur et de COOPI, en étroite collaboration avec le coordonnateur de la logistique et le logisticien de la base.
- ✓ Suivi et réalisation des contrats fournisseurs et prestataires en coordination avec le coordonnateur logistique.
- ✓ Responsable du suivi des immobilisations : équipements et inventaire.
- ✓ Compilation des données quantitatives logistiques (consommations, stocks, distributions) et des analyses.
- ✓ mise en place des moyens de communications nécessaires pour garantir la sécurité des personnes et des biens de COOPI sur la base et la zone d'intervention.

Ressources humaines :

Coordination avec le responsable RH des procédures de recrutement du personnel local, l'élaboration de TdR et des contrats, des bulletins de salaire et paiement, le suivi des congés, des absences, des évaluations, mesures disciplinaires, des requêtes individuelles

Suivi des mouvements du Personnel national et du respect des formalités administratives et règles de sécurité dans la zone d'intervention du projet

Réalisation sur une base périodique établie les bilans individuels de l'équipe dont il a la charge

Suivi du respect du règlement intérieur dans l'organisation, du temps de travail ainsi qu'éventuellement sur d'autres aspects.

Définition des besoins et soutien au renforcement de capacités de son équipe en adéquation avec les objectifs du projet

Renforcement des capacités du staff et des partenaires sur les thématiques clés du projet, les stratégies, les approches et les méthodes.

Moyens et outils

Ils seront mis à disposition par la Coordination de COOPI à Niamey.

- ✓ Un ordinateur
- ✓ Un téléphone
- ✓ Crédit téléphonique
- ✓ Guest house

Organisation et coordination

L'interlocuteur direct est la Chef de Mission et la chargée des programmes.

Profil du Candidat (Formation, Exp., Compétences, Attitudes)

ESSENTIEL

- ✓ Formation universitaire (Bac + 5) en science sociales.
- ✓ Excellente connaissance du Cycle de projet
- ✓ Maîtrise des procédures des principaux bailleurs (ECHO, Commission Européenne, USAID, UNDP, UNICEF etc.)
- ✓ Expérience en coordination de programmes d'urgence requise
- ✓ Connaissance et expérience méthodologies de suivi et évaluation indispensable
- ✓ Excellente connaissance paquet MS Office
- ✓ Capacité de travailler dans un environnement multiculturel avec des personnalités très diverses
- ✓ Forte capacité organisationnelle et habilité à prendre des décisions de façon indépendante ;
- ✓ Capacité de travailler dans un contexte instable et de gérer le stress

LE COOPERANT COOPI

- ✓ COOPI intervient dans des situations de développement et La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

de crises souvent défavorisées et difficiles à gérer.

- ✓ Le coopérant COOPI doit prendre la bonne décision au bon moment.
- ✓ Il sait lire et interpréter le contexte dans lequel il agit et qui se transforme souvent très rapidement. Il est capable de respecter les valeurs de l'ONG, d'établir relations positives avec ses supérieurs, ses collègues et collaborateurs.
- ✓ Le coopérant COOPI travaille habituellement dans des contextes multiethniques, ce

qui exige de la souplesse et le respect de l'autre, expatrié et personnel local.

- ✓ En considération du milieu souvent défavorisé et du poids des responsabilités, il faut posséder une réelle motivation, énergie et une grande flexibilité, disponibilité pour aller parfois au-delà de ses propres tâches selon les besoins de la mission, en utilisant l'expérience, l'enthousiasme et l'esprit d'équipe.

Ville : Diffa

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Autre

Pays : Afrique, Niger

Contrat : CDD

Postuler en ligne : <http://www.coopi.org/lavoro/chef-de-projet-protection-3/>

Date de fin de validité : 20/02/2017



Assemblée de lancement du REESIRAC, 27-28 février 2017

Les 27 et 28 février 2017 se tiendra à Douala, au Cameroun, l'Assemblée générale de lancement du Réseau des Établissements d'Enseignement Supérieur et Instituts de Recherche d'Afrique Centrale (REESIRAC).

Cette rencontre donnera l'occasion aux participants d'échanger et d'adopter des résolutions sur deux thèmes majeurs : i) le système LMD en Afrique Centrale et ii) l'assurance qualité en Afrique Centrale". L'ébauche du plan d'action du Bureau Exécutif sera également présentée.

Le Secrétaire général du CAMES, Pr Bertrand MBATCHI prendra part aux travaux, pour apporter son expertise et celle de son Institution.

Annnonce CAMES



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganago
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

11/02/2017 AU 18/02/2017 Groupe I

PHARMACIE DE GARDE GROUPE 1

N°	PHARMACIEN°	Tei	19	Lanibougna	70 98 14 80
1	Avenir	25 36 13 38	20	Liberté	25 41 01 31
2	Baowendsom	25 41 44 99	21	Magnificat	25 41 29 90
3	Beatitudes	25 37 47 11	22	Maré	25 34 11 28
4	Benaïa	25 37 28 30	23	Miniché	72 25 76 76
5	Camille	25 36 61 27	24	Monderou	25 34 05 28
6	Carrefour	25 33 23 10	25	Nouvelle	25 30 61 33
7	Centre	25 31 16 60	26	Panacea	25 36 66 88
8	Desa	25 47 50 50	27	Pelega	25 35 05 01
9	Des Apôtres	51 44 58 58	28	Rayib-Tiga	25 40 75 88
10	Elite	25 41 91 77	29	Rivage	25 34 19 39
11	Goulmou	25 43 63 05	30	Saint Bernard	25 45 14 82
12	Hope	71 14 22 22	31	Saint Jean	25 37 00 33
13	Indépendance	25 31 27 17	32	Siloé	25 40 27 46
14	Jobér	25 45 51 75	33	Song Taaba	25 36 64 62
15	Katra	25 37 20 13	34	St François d'Assise	25 36 85 85
16	Kabore Dominique	25 38 48 84	35	Tale	71 62 08 08
17	Keneya	25 30 71 38	36	Trypano	25 33 29 41
18	Kossodo	25 35 63 04	37	Wend La Laafi	25 43 12 13
			38	Wend lamita	25 34 15 87

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*